

POLOGNE : DIX ANS APRÈS

MÊME en ce début de vacances, le « Havenda » (un des rares cafés situés près de l'université de Varsovie) est plein de monde, et rien n'est plus facile que d'engager la conversation avec des étudiants. Plus délicat, bien sûr, est d'obtenir une idée précise de l'ambiance politique qui règne à la faculté. Il a fallu pour cela une longue discussion politique (sur le P.C.F. et les mouvements qu'il influence, sur le P.C. Italien, etc.). Incontestablement on se méfiait d'une provocation ou, en tout cas, on ne voulait prendre aucun risque inutile.

Question : La Pologne est généralement apparue comme le pays de « démocratie populaire » où la liberté d'expression était la plus grande ? Penses-tu que ce soit justifié ?

Réponse : C'était incontestablement vrai en 1956, époque de l'Octobre polonais. Maintenant, ce n'est pas évident. Bien sûr nous pouvons penser ce que nous voulons et même dire un certain nombre de choses (la preuve !), mais il est impossible de les écrire. C'est-à-dire que certaines formes de liberté individuelle sont respectées, mais il est impossible d'organiser de réelles discussions et, a fortiori, de proposer des plate-formes politiques.

Question : Il s'agit donc d'une véritable régression depuis 1956 ?

Réponse : Absolument ! 1956 a vu la naissance de *Po Prostu* par exemple, qui était un véritable journal de combat. C'était le journal de l'ancienne organisation de jeunesse, il connaissait un succès extraordinaire. Il n'a pratiquement jamais été censuré ; seulement, en 1957, il a été interdit. Il y a eu alors, pour protester, une manifestation des étudiants et des bagarres avec la police.

Question : Quels étaient les autres moyens de discussion et que sont-ils devenus ?

Réponse : Il y avait encore d'autres journaux, des journaux littéraires mais

surtout, il y avait une floraison de « clubs » en marge des organismes officiels. Un des plus connus, pour ses travaux sur l'histoire récente de la Pologne, était le club de Krzywekolo, il a été fermé vers 1962. Le dernier en date, est le club de discussion que dirigeait Modzelewski, actuellement en prison. Ce club avait un succès extraordinaire, la salle était toujours archi-comble. Il était officiellement reconnu puisque le ministre du Commerce intérieur et le rédacteur en chef de *Polityka* sont venus y faire des conférences et discuter avec la salle. Il a été fermé au début de 1964 par décision du Comité universitaire du Z.M.S. Il y avait même ce qu'on appelait « le club des révisionnistes en langes » qui rassemblait à chaque fois près d'une centaine de lycéens. Lui aussi a été fermé. Il faut dire qu'au départ le Parti voyait d'un assez bon œil ces clubs, car il est incapable par lui-même de lutter contre une certaine tendance au cynisme et au dégoût de la politique qui se développe dans une partie de la jeunesse. Mais dès que le contrôle absolu lui échappe...

Question : Pour quelle raison Modzelewski a-t-il été arrêté ?

Réponse : Formellement, Modzelewski et Kuron ont été arrêtés pour des infractions au code pénal de 1932 (sic) et pour des infractions au M.K.K. (petit code pénal de la période stalinienne). Ils ont été arrêtés une première fois en novembre 1964, parce qu'ils avaient fait un travail (qu'ils n'avaient pas tout à fait achevé) analysant la situation politique polonaise et donnant un projet de programme. Ils ont été relâchés, puis arrêtés à nouveau pour avoir écrit une lettre ouverte au Parti, qui exposait leurs positions.

Question : As-tu lu ce texte.

Réponse : A une certaine époque, il était possible de le faire, à condition de signer sur un registre. Maintenant, je pense qu'avoir cette lettre chez soi peut

valoir la prison. Je sais que, dans ce texte, il y avait d'abord une analyse des causes de la crise économique et sociale du régime : la toute puissance politique et économique de la bureaucratie qui dirige et soumet à ses propres fins le processus de production tout entier. Il y a ensuite un programme qui préconise un système de démocratie socialiste appuyé sur les Conseils ouvriers.

Question : Par quels moyens envisagent-ils d'arriver à la démocratie socialiste ?

Réponse : La lettre parle de révolution antibureaucratique. Le fait qu'elle soit violente ou non dépendant uniquement du degré de décomposition de l'appareil bureaucratique, essentiellement en U.R.S.S.

Question : Gomulka se flattait de ne pas avoir de prisonniers politiques ?

Réponse : Ce ne sont pas des prisonniers politiques (ce serait inadmissible en « régime socialiste »). On leur reproche d'avoir propagé de fausses nouvelles concernant l'Etat. Ils ont donc le statut de droit commun. Kuron a eu des conditions de détention particulièrement pénibles, il était à la prison la plus dure de Varsovie. Elle s'appelle « Stum » et elle est destinée aux récidivistes.

Question : Quelles ont été les réactions de l'Université ?

Réponse : Le procès a eu lieu pendant les vacances, mais il y avait pas mal d'effervescence. Quelques étudiants ont été arrêtés et il y a eu des perquisitions. On leur reprochait d'avoir organisé une collecte pour aider les emprisonnés, et aussi d'avoir eu « le même comportement que s'il existait effectivement un important groupe d'étudiants soutenant Modzelewski et Kuron ».

Question : Et chez les professeurs ?

Réponse : C'est peut-être moins spectaculaire chez les étudiants (encore qu'il y ait eu des gestes symboliques de professeurs, témoignant ouvertement leur amitié aux emprisonnés), mais, là aussi,

il y a un grand mécontentement. Ce qu'on demande surtout, c'est la liberté de recherche et de création. Il y a eu ce qu'on a appelé « la lettre des 34 », signée par les intellectuels les plus connus, Infeld, Dombrowska, Stonimski, etc., qui s'élevait contre la censure préventive. Le Parti a répondu par « la lettre des 100 » que tout intellectuel membre du Parti était pratiquement obligé de signer.

Question : Ont-ils tous accepté ?

Réponse : Pas tous. Konwicki, qui devait avoir le prix national de littérature, a refusé. On raconte qu'il aurait dit : « 30.000 zlotys ne feront pas de moi un cochon. » Bien sûr, il n'a pas eu le prix.

Question : As-tu des possibilités de rendre compte du climat politique qui existe dans la classe ouvrière ?

Réponse : Nous n'avons pas de telles possibilités. Mais, à coup sûr, le mécontentement qui est réel ne prend pas des formes aussi spectaculaires que dans les milieux intellectuels.

Question : Penses-tu que ces arrestations donnent un coup d'arrêt et poussent à la dépolitisation ?

Réponse : C'est peu probable. Par exemple, on a dû fermer la faculté de philosophie un mois avant les vacances, devant l'ampleur des discussions qui s'y déroulaient. Une anecdote intéressante : au défilé du 1^{er} mai, des étudiants ont tenté de défilé devant la tribune officielle avec des pancartes où il était écrit « Démocratie socialiste ». Il y eut une brève bagarre avec le service d'ordre qui les a déchirées, on n'a pas dit qu'il s'agissait d'un slogan subversif, bien sûr ! mais qu'elles n'avaient pas été prévues au programme. Jamais à court, les étudiants ont refait les pancartes en écrivant « la pâte dentifrice... L'affaire suit son cours, et deux étudiants risquent de se faire exclure du Z.M.S. (organisation de la jeunesse socialiste). Au contraire, cette répression ne peut que faire réfléchir et rendre plus sérieux.

POUR SAUVER HUGO BLANCO ET SES COMPAGNONS

(Suite de la page 1)

plusieurs syndicats de campesinos. Hugo Blanco organisa et dirigea toute la fédération de la province de Cuzco. Les premiers syndicats avaient été organisés à Chaupimayo, Pachak Grande et Chancamallo, dans la vallée de Lares. Hugo Blanco était délégué de Chaupimayo à la direction provinciale et secrétaire chargé des questions de défense. C'est à Chaupimayo que fut établi, après les occupations de 1962, le « territoire libre de Chaupimayo ». En octobre 1962, pendant la crise des Caraïbes, Hugo Blanco dirigea une manifestation de 5.000 paysans qui occupèrent la ville de Cuzco pendant plusieurs heures.

Le 28 octobre 1962, parut une interview de Hugo

Blanco dans le journal *Expreso* : à ce moment déjà, deux cents policiers dirigés par le major José Infantes le poursuivaient, avec l'ordre de le capturer mort ou vif.

Pourtant, Hugo Blanco était catégorique en précisant qu'il n'était pas un leader de guerilla. Quand les journalistes lui dirent qu'il « ressemblait à Fidel Castro », il répondit : « Je peux lui ressembler, mais ma méthode est différente. La réforme agraire à Cuba était le produit d'une guerre sanglante qui était menée depuis la Sierra Maestra. C'était l'aboutissement. Ici, c'est le contraire. » Il ajouta : « Nous voulons détruire le système des grandes propriétés, nous ne voulons pas tuer les *gamonales*. Nous ne nous nourrissons pas de sang, mais des produits du sol. »

LA GRÈVE PAYSANNE

L'arme principale des syndicalistes paysans, c'est l'appel à la grève. Voici comment Hugo Blanco décrit, dans un de ses écrits de la prison, la tactique de grève paysanne :

« C'est la grande arme des colonos, *arrendires*, etc. (travailleurs agricoles et métayers).

« L'ouvrier ne peut pas faire durer une grève très longtemps, car il cesse de percevoir un salaire et meurt de faim. Ne vendant pas sa force de travail, ne la donnant pas, il ne reçoit pas de paye, de salaire.

« Le colon qui fait grève arrête de « payer » le droit d'usufruit, du morceau de terre dont le possé-

dant actuel se dit propriétaire. Il cesse de payer en travail, et comme il ne paye pas d'une autre façon, il travaille la terre comme si elle lui appartenait durant la grève.

« L'ouvrier souffre de la grève, le paysan s'en réjouit car elle lui donne du temps pour travailler ses propres cultures.

« Pour l'ouvrier, la grève est un moyen. Pour le paysan, ce doit être une fin. Bien sûr, il n'y a pas toujours les conditions pour le faire.

« Quand le paysan a profité pendant au moins un mois de la grève, il aimerait continuer et sa combativité s'élève. » (Ecrit de juin 1963.)

L'ARRESTATION D'HUGO BLANCO

Quand Hugo Blanco fut arrêté, le 30 mai 1963, il était transporté, gravement malade, par ses camarades qui voulaient lui assurer un traitement médical. Il était poursuivi depuis la fin de 1962 par l'armée et la police : en novembre, la junte militaire avait envoyé 5.000 soldats, dirigés par le général Humberto Quea à sa recherche. Ils étaient revenus bredouilles, mais la répression ne s'était pas arrêtée. Hugo Blanco avait dû, avec 300 camarades, attaquer un poste de police pour obtenir des armes. Dans cette bataille,

deux policiers furent tués. Hugo Blanco avait dit peut de temps auparavant (dans son interview à *l'Expreso*) qu'il n'y avait pas de guerilla, mais « qu'il y en aurait si l'oligarchie le voulait et si elle envoyait des troupes pour détruire notre réforme agraire ».

Depuis son arrestation, il était maintenu prisonnier avec d'autres trotskystes comme Molina et Cartolin, à la prison d'Arequipa.

Par trois fois, à notre connaissance, il a mené une grève de la faim, pour protester contre les mauvais

traitements. Dans son édition du 25 mai, *Revolucion Peruana*, l'organe clandestin du F.I.R. annonçait que Hugo Blanco faisait la grève de la faim parce qu'il ne pouvait recevoir aucune visite, pas même de sa famille, et qu'il était laissé sans soins médicaux. Pendant la période de l'instruction, il n'a pas joui des plus élémentaires droits de la défense, étant toujours maintenu au secret.

Aujourd'hui le procès a eu lieu dans la précipitation : les autorités n'ont pas voulu permettre qu'une large campagne profite du répit qui serait laissé. La peine de mort a été requise contre Hugo Blanco. La peine de mort avait été requise contre Hugo Blanco.

Les peines prononcées sont écrasantes. La menace de mort n'est que suspendue. L'action engagée pour sauver Hugo Blanco et ses compagnons doit être poursuivie.

TELEGRAMME AU PRESIDENT BELAUNDE TERRY

Alarmés condamnation à mort menaçant après trois ans emprisonnement Hugo BLANCO, dirigeant F.I.R., pour lutte aux côtés paysans péruviens, et lourdes peines contre ses compagnons, soussignés attirent attention sur gravité et retentissement de telles mesures. Attendent acquittement et libération.

Premières signatures :

Arthur Adamov, Simone de Beauvoir, Roger Blin, Marguerite Bonnet, André Breton et Jean Schuster pour le groupe surréaliste ; Edouard Depreux, M^{re} de Félice, Daniel Guérin, Maurice Jardot, Yves Jouffé, Jacques Lanzman pour le comité de rédaction des *Temps modernes* ; Michel Leiris, Eric Losfeld pour le comité de rédaction de *Positif* ; M^{re} Manville, François Maspéro pour le comité de rédaction de *Partisans* ; Maurice Nadeau, Jacques Prévert, Alain Resnais, Frédéric Rossif, Claude Roy, J.-P. Sartre, Catherine Sauvage, Simone Signoret, J.-M. Vincent.